



**CONVENTION SUR
LES ESPÈCES
MIGRATRICES**

UNEP/CMS/COP13/Doc.13.2/Rev.1

20 Février 2020

Français

Original : Anglais

13^{ème} SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Gandhinagar Inde 17 – 22 février 2020

Point 13.2 de l'ordre du jour

**BUDGET 2021 – 2023 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR
LA PÉRIODE INTERSESSION ENTRE LA COP13 ET LA COP14**

(Préparé par le Secrétariat)

Résumé:

Comme le demande la Résolution 12.2 *Questions financières et administratives* adoptée par la Conférence des Parties à sa 12^e Session (COP12 Manille 2017) le Secrétariat a préparé quatre scénarios de budget pour la période triennale 2021-2023.

Un projet de programme de travail pour la période intersessions entre la COP13 et la COP14 est disponible en Annexe 6.

Le document doit être examiné conjointement avec les documents UNEP/CMS/COP13/Doc.13.1 *Exécution du budget de la CMS 2018-2020* et UNEP/CMS/COP13/Doc.13.3 *Mobilisation des ressources*.

La révision 1 a été publiée pour corriger les erreurs de traduction dans les versions linguistiques en référence à l'Annexe 5 Projet de résolution.

BUDGET 2021 – 2023 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSION ENTRE LA COP13 ET LA COP14

Contexte

1. Le présent document fait suite à la Résolution 12.2 *Questions financières et administratives* adoptée à la Conférence des Parties lors de sa 12^e session (COP12) par lequel il a été décidé qu'une proposition de budget triennal doit être fournie par le Secrétariat et mise à la disposition des Parties 90 jours avant la réunion de la COP.
2. Pour la préparation des propositions de budget à soumettre à la COP13 le Secrétariat a consulté le Sous-comité des finances et du budget en novembre 2019. Suite à la consultation avec le Sous-comité des finances et du budget et le Comité permanent à sa 49^e réunion le Secrétariat a préparé quatre scénarios de budget avec plusieurs options concernant le barème des contributions à soumettre à l'examen de la COP13.
3. Un projet de programme de travail pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 est en cours d'élaboration et sera présenté en temps voulu.

Avant-projet de budget pour 2021-2023

Introduction générale

4. Sur la base du budget 2018-2020 adopté par la COP12 et du Rapport sur l'exécution du budget 2018-2019 la présente proposition comprend quatre scénarios différents pour le budget de la période triennale 2021-2023 comme suit:
 - Scénario 1: croissance nominale zéro par rapport au budget 2018-2020
 - Scénario 2 : croissance réelle zéro par rapport au budget 2018-2020
 - Scénario 3: augmentation de 12,71 pour cent par rapport au scénario 2 ci-dessus
 - Scénario 4: augmentation de 2,82 pour cent par rapport au scénario 3 ci-dessus
5. Des détails du fondement de chaque scénario sont donnés dans les sections suivantes du présent document.
6. Tous les scénarios sont basés sur les coûts salariaux standard révisés pour 2021-2023 comme indiqué à l'Annexe 1 et tiennent compte d'un taux d'inflation annuel de 2 pour cent qui intègre l'incidence de l'augmentation des dépenses de personnel telles que les indemnités de poste et autres prestations ainsi que les augmentations et révisions normales d'échelon de rémunération au sein d'une même classe. Le même taux d'inflation de 2 pour cent a été appliqué aux coûts de fonctionnement tels que les services contractuels, le matériel et les fournitures ainsi que les déplacements.

Considérations essentielles pour le projet de proposition de budget 2021-2023

7. Cette proposition de budget arrive à un moment critique pour la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et a été élaborée en tenant compte de plusieurs considérations clés.

8. Premièrement, les exigences imposées au Secrétariat dans le cadre de ses mandats actuels n'ont cessé d'augmenter ce qui a pour conséquence que le personnel du Secrétariat est extrêmement sollicité. Les résultats positifs de la participation du Secrétariat à de nombreuses initiatives ont donné lieu à des demandes de travail supplémentaire. En outre, en l'absence de ressources extrabudgétaires pour un certain nombre de domaines clés (par exemple une évaluation de l'état des espèces migratrices inscrites sous la CMS), le Secrétariat a entrepris d'exécuter certains aspects de ces travaux avec les ressources de base. En outre, il y a un déséquilibre dans le nombre de postes professionnels au sein des différentes équipes d'espèces du Secrétariat de la CMS et la charge de travail n'est donc pas supportée de manière égale.
9. Deuxièmement, les récents développements scientifiques soulignent l'urgence de faire face aux pressions qui s'exercent sur les espèces migratrices. La première évaluation mondiale entreprise par la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) publiée en 2019 a présenté la dure réalité de l'ampleur de la perte de biodiversité dans chaque région du monde. Particulièrement pertinente pour le travail unique de la CMS, l'évaluation de l'IPBES a montré que plus d'un million d'espèces sont menacées d'extinction dans les décennies à venir si aucune autre mesure n'est prise. Dans le même temps, le cadre mondial pour la biodiversité après 2020 qui doit être adopté à la fin de 2020, offre une occasion importante d'aborder les priorités de la CMS. Le Secrétariat de la CMS doit être adéquatement équipé pour contribuer efficacement à l'effort mondial visant à relever ces défis et à saisir ces opportunités.
10. Enfin, le Fonds d'affectation spéciale de la CMS est confronté à des niveaux sans précédent d'arriérés. Dans les circonstances actuelles, de tels arriérés pourraient avoir des effets négatifs sur le Secrétariat pendant la période triennale en cours et menacer la stabilité financière de la Convention. De plus amples informations sur l'état des contributions et des arriérés sont présentées dans le document UNEP/CMS/COP13/Doc.13.1 *Exécution du budget 2018-2020*. Compte tenu du montant des arriérés, le Secrétariat a pris des mesures de réduction des coûts et propose un certain nombre de solutions différentes pour les contributions au budget 2021-2023.

Scénarios budgétaires pour 2021- 2023

11. Les propositions budgétaires suivent le même format que celui présenté et adopté par la COP12. Des détails supplémentaires pour chaque scénario sont fournis à l'Annexe 3. Les chiffres en rouge dans le projet de budget indiquent qu'une augmentation du montant du poste budgétaire est proposée par rapport aux scénarios précédents. L'Annexe 4 donne un aperçu du barème des contributions annuelles des Parties pour la période 2021-2023 avec une moyenne indicative des contributions annuelles conformément au budget proposé. Cette annexe présente également à titre de comparaison les contributions fixées pour la période 2018-2020.

Scenario 1: Croissance nominale zéro par rapport au budget 2018-2020

12. Dans le scénario 1 aucune augmentation n'est prévue par rapport au budget approuvé pour la période triennale 2018-2020. En raison de l'inflation et d'autres augmentations des coûts réels ce scénario nécessiterait une réduction des services fournis par le Secrétariat. Selon ce scénario les postes permanents actuels seraient maintenus tout en tenant compte des salaires standard révisés et d'un taux d'inflation supplémentaire de 2 pour cent. Les autres postes budgétaires restent inchangés par rapport au budget 2018-2020. Afin de mettre en œuvre ce scénario budgétaire le service de la COP14 serait réduit des deux tiers avec des économies réalisées en ne faisant pas appel à des interprètes et à des rédacteurs de rapports.

Coûts totaux par catégorie pour la période 2021-2023 (en Euros)	
Personnel	5 972 148
Services contractuels	419 937
Coûts de fonctionnement	367 532
Fournitures	18 105
Matériel	32 777
Voyages	407 378
Dépenses d'appui aux programmes	938 324
Grand total à diviser entre les Parties	8 156 202

Scénario 2 : Croissance réelle zéro par rapport au budget 2018 – 2020

13. Dans le scénario 2 une augmentation de 4,45 pour cent est prévue par rapport au budget approuvé pour la période triennale 2018-2020. Tous les postes actuels du personnel permanent seraient maintenus avec application des salaires standard révisés et un taux d'inflation supplémentaire de 2 pour cent serait appliqué pour tous les postes budgétaires. En outre, étant situé dans un lieu d'affectation hors siège du PNUE, le Secrétariat n'est pas en mesure de bénéficier de la formation régulière dispensée au niveau central ce qui oblige à envoyer des formateurs spécialisés à Bonn ou à payer les frais de voyage du personnel pour participer à des cours obligatoires sur des outils essentiels tels que Umoja (le progiciel de gestion intégré des Nations Unies) et Inspira (système de sélection du personnel) et sur l'application des diverses règles et réglementations des Nations Unies qui sont fréquemment actualisées. Il s'ensuit que seul le personnel formé dans ces domaines est en mesure de s'acquitter de certaines tâches essentielles et que l'avancement du personnel est entravé. Par conséquent le scénario 2 comprend un budget pour la formation du personnel qui a été augmenté de 10 000 euros par an par rapport au budget 2018-2020 afin d'offrir aux membres du personnel davantage de possibilités de formation ce qui sera directement bénéfique pour le fonctionnement du Secrétariat.

Coûts totaux par catégorie pour la période 2021-2023 (en Euros)	
Personnel	5 972 148
Services contractuels	660 117
Coûts de fonctionnement	420 632
Fournitures	19 214
Matériel	34 783
Voyages	432 313
Dépenses d'appui aux programmes	980 097
Grand total à diviser entre les Parties	8 519 304

Scénario 3 : Renforcer la capacité du Secrétariat

14. Le scénario 3 est basé sur le scénario 2, avec l'ajout de fonds pour renforcer les capacités du Secrétariat. Comme indiqué aux paragraphes 8 et 9 ci-dessus, le Secrétariat n'est pas en mesure de s'acquitter de ses mandats de base actuels et de répondre aux besoins prévus pour la période 2021-2023 avec ses effectifs de base actuels. Le scénario 3 vise donc à augmenter de façon modeste et rentable (1,66 pour les postes d'administrateur et 2 pour les postes d'agent des services généraux) les effectifs actuels. Un résumé des changements proposés et leur justification sont présentés ci-dessous ; plus de détails sont fournis dans l'Annexe 2.
15. L'unité aviaire dispose actuellement d'un seul poste P (P4) (actuellement vacant) ce qui est insuffisant pour répondre aux demandes programmatiques. Le personnel professionnel (P) de l'Équipe Aquatique est largement dédié à des instruments spécifiques avec peu de temps disponible pour les mandats principaux de la CMS ; en plus du chef de l'équipe (P4 avec 15 pour cent couvert par l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique du nord-est de l'Atlantique et des mers d'Irlande du Nord) seulement 20 pour cent d'un P3 et 25 pour cent d'un P2 sont alloués à la CMS. L'Équipe terrestre compte actuellement un P4 un P2 à plein temps et un P2 à 50 pour cent. Par conséquent le scénario 3 propose d'établir un administrateur de programme adjoint à temps plein pour l'Équipe sur les espèces aviaires (P2) et un administrateur de programme adjoint à temps partiel pour l'Équipe sur les espèces aquatiques (P2).
16. Deuxièmement, l'équipe des services de conférence manque actuellement d'un rédacteur spécialisé ce qui n'est pas viable étant donné le nombre considérable de documents produits pour les réunions de la CMS et de sa famille d'Accords. Le Secrétariat propose donc de créer un poste d'éditeur à plein temps (GS5) au sein de l'équipe des services de conférence. Dans d'autres secrétariats d'AME il s'agit généralement d'un poste d'administrateur (P).
17. Troisièmement, bien que l'équipe conjointe CMS-AEWA chargée de la gestion de l'information de la communication et de la sensibilisation (IMCA) fonctionne bien, la répartition du temps entre les deux Secrétariats témoigne de la nécessité d'un soutien supplémentaire de la part de la CMS. Par conséquent, le Secrétariat propose de surclasser le poste P2 actuel d'Administrateur adjoint chargé de l'information (Coordonnateur de l'IMCA) à P3 parce que les responsabilités du poste dépassent largement celles habituellement attribuées à un administrateur P2. Étant donné que cette proposition n'entraînerait aucun coût pour l'AEWA et qu'elle produirait d'importantes synergies pour la famille de la CMS, il est prévu que les Parties à l'AEWA la soutiennent. En outre, le Secrétariat propose de porter à 100 pour cent le taux d'occupation d'un poste d'assistant d'information à temps partiel au sein du Groupe de l'IMCA la CMS devant couvrir 50 pour cent de cette augmentation.
18. Enfin, un nombre important d'agents des services généraux (GS) n'occupent que des postes à temps partiel de sorte que le soutien fourni aux différentes unités est insuffisant. En conséquence le scénario 3 propose de porter de 50 à 100 pour cent le taux d'occupation d'un poste GS4 au sein de l'équipe des services de conférence afin de fournir l'appui nécessaire aux équipes chargées des espèces et de libérer du temps que le personnel professionnel aurait autrement consacré aux questions administratives.
19. Le montant total des fonds supplémentaires demandés pour accroître le soutien à la dotation en personnel est indiqué ci-dessous:
 - a. Un poste à temps plein d'Administrateur de programme associé au sein de l'unité des espèces aviaires (P2)
 - b. Un poste à temps partiel (50 pour cent) d'Administrateur de programme associé au sein de l'unité des espèces aquatiques (P2)

- c. Un poste de rédacteur à temps plein (GS5) au sein de l'unité des services de conférence
- d. Surclassement du poste de coordonnateur de l'IMCA de P2 à P3
- e. Un assistant d'information à temps partiel à GS5 au sein de l'équipe Information gestion et communication (partagé à 50 pour cent avec le Secrétariat de l'AEWA)
- f. Une augmentation de 50 pour cent pour un poste administratif de GS4 au sein de l'équipe des services de conférence (de 50 pour cent à 100 pour cent).

Coûts totaux par catégorie pour la période 2021-2023 (en Euros)	
Personnel	6 930 356
Services contractuels	660 117
Coûts de fonctionnement	420 632
Fournitures	19 214
Matériel	34 783
Voyages	432 313
Dépenses d'appui aux programmes	1 104 664
Grand total à diviser entre les Parties	9 602 079

Scénario 4: Programme de travail en addition du Scénario 3

20. Le scénario 4 prévoit une légère augmentation de 2,82 pour cent par rapport au scénario 3. Le scénario 4 conserve tous les éléments déjà inclus dans le scénario 3 et y ajoute un petit nombre d'activités de base liées à la mise en œuvre du programme de travail pour la période intersession entre la COP13 et la COP14. Auparavant, le budget de base de la CMS disposait d'une allocation budgétaire liée à la mise en œuvre du programme de travail. Toutefois, depuis 2015, aucune allocation de ce type n'a été faite. L'absence d'allocation de fonds pour le Programme de travail dans le budget de base contribue à l'incapacité du Secrétariat à s'acquitter d'un certain nombre de tâches centrales. Cela contribue également à des inefficacités car il faut consacrer beaucoup de temps à la collecte de fonds et à l'embauche de consultants. Par conséquent, le Secrétariat propose que les trois activités spécifiques suivantes soient financées par le budget de base au cours de la période triennale 2021-2023.
- a) *Analyse des rapports nationaux* : le processus de soumission des rapports nationaux est l'une des obligations fondamentales de la Convention énoncée à l'article VI 3. Suite à la Résolution 12.9 *Établissement d'un mécanisme d'examen et d'un programme sur la législation nationale*, l'analyse des rapports nationaux sert désormais aussi de base pour l'instauration du mécanisme de révision lancé en 2018. En outre, le processus de rapport a été étroitement lié à la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices afin de garantir la capacité des rapports nationaux à fournir des informations sur l'évaluation des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs contenus dans le Plan sans créer de charge supplémentaire en termes de rapports. Au cours de la dernière période triennale et avec une capacité interne limitée la sous-traitance de l'analyse reposait sur la fourniture de contributions volontaires. Le processus de soumission de rapports nationaux ne peut exploiter pleinement son potentiel qu'avec un soutien financier approprié et prévisible. L'allocation de fonds demandée est de 30 000 € en 2023.

- b) *Élaboration du rapport sur « La situation des espèces migratrices dans le monde »* : Selon l'article VII, la Conférence des Parties examinera l'état de conservation des espèces migratrices inscrites dans ses annexes à chacune de ses sessions. La COP11 (Quito 2014) a identifié la préparation d'un rapport sur l'état de conservation des espèces de la CMS comme une activité hautement prioritaire à poursuivre dans le programme de travail de la CMS son développement étant subordonné à la disponibilité de contributions volontaires. Le concept et les estimations associées du rapport sur la « *Situation des espèces migratrices dans le monde* » ont été présentés à la COP12. Sans contributions volontaires certains éléments initiaux ont été préparés à l'aide de personnel de base (voir UNEP/CMS/COP13/Doc.24) mais la capacité de produire de manière fiable une telle publication phare pour la CMS est limitée. En fournissant un budget de base pour ce rapport une analyse robuste et détaillée au niveau des espèces pourrait être effectuée et soumise à la COP14. L'allocation de fonds demandée est de 50 000 euros par an pour un total de 150 000 euros pour la période triennale.
- c) *Activités de sensibilisation*. Avec les ressources limitées disponibles, les activités de communication régulières du Secrétariat reposent en grande partie sur la création de contenu pour différentes plates-formes médiatiques visant à décrire le travail de la CMS et à montrer comment il s'intègre dans le tableau plus général de la conservation de la biodiversité mondiale. Grâce à un financement de base pour les activités de sensibilisation, le Secrétariat serait davantage en mesure de répondre aux besoins généraux de communication de la Convention y compris dans le cadre de la campagne de sensibilisation annuelle de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et produirait des supports de communication professionnels ainsi que du contenu créatif pouvant nécessiter une expertise externe (vidéos sites Web de campagne infographies et autres travaux de conception en ressources numériques et réseaux sociaux etc.). L'allocation de fonds demandée est de 20 000 € par an, soit un total de 60 000 € pour la période triennale.

Coûts totaux par catégorie pour la période 2021-2023 (en Euros)	
Personnel	6 930 356
Services contractuels	720 117
Coûts de fonctionnement	420 632
Fournitures	19 214
Matériel	34 783
Partenaires opérationnels	180 000
Voyages	432 313
Dépenses d'appui aux programmes	1 135 864
Grand total à diviser entre les Parties	9 873 279

21. La composante des effectifs des quatre scénarios est calculée sur la base du tableau indicatif des effectifs pour la période triennale 2018-2020. La COP12 a approuvé les 9,695 postes d'administrateurs et les 7 postes des services d'appui généraux financés par le budget de base. Dans les scénarios budgétaires d'une croissance réelle zéro et d'une croissance nominale zéro, les postes d'administrateurs et des services d'appui généraux financés par le budget de base resteraient les mêmes. Dans le scénario 3, il est proposé d'augmenter le nombre de postes d'administrateurs et des services d'appui généraux financés par le budget principal de 1 66 et de 2 respectivement par rapport au tableau des effectifs du Secrétariat pour 2018-2020. Dans le scénario 4 aucun changement n'est reflété dans les postes du personnel par rapport au scénario 3.

Dépenses d'appui aux programmes (PSC)

22. En application de la Résolution 35/217 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1980, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) impose 13 pour cent de frais sur les dépenses de fonds d'affectation spéciale pour administrer le Secrétariat de la Convention. La résolution de l'Assemblée générale vise à faire en sorte que les ressources principales fournies aux organisations des Nations Unies ne soient pas détournées du mandat principal approuvé par leurs organes directeurs pour gérer ou entreprendre des activités extrabudgétaires. Dans le cas du PNUE, conformément à la ligne de conduite établie pour les dépenses d'appui aux programmes, le Directeur exécutif a décidé de reverser une partie des 13 pour cent de frais imposés sur les dépenses de tous les fonds d'affectation de la Famille CMS pour aider à couvrir les coûts des services d'appui administratif du Secrétariat de la CMS. Ces ressources sont utilisées actuellement pour financer un poste professionnel (Administrateur chargé de la gestion administrative et des finances P-4 occupé actuellement par un P3) et cinq postes des services généraux (quatre à Bonn Allemagne et un à Abou Dhabi Émirats arabes unis).

Barème des contributions des Parties

23. Les contributions ordinaires des Parties pour chaque scénario de budget sont indiquées à l'Annexe 4. Les contributions ordinaires sont basées sur le barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2019-2021 qui a été adopté par l'Assemblée générale par la Résolution A/RES/73/271 du 4 janvier 2019, ajusté pour tenir compte du fait que les États Membres des Nations Unies ne sont pas tous Parties à la Convention.
24. En outre, l'Annexe 4 comprend un barème des contributions avec des options pour des contributions minimales de 1 000 € ou 2 000 € par an conformément au mandat donné par le Comité permanent à sa 48e réunion en octobre 2018. Cette approche est actuellement utilisée pour les contributions à l'Accord sur la conservation des populations de chauves-souris d'Europe (EUROBATS) et à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA). L'introduction de contributions minimales est proposée parce que les coûts administratifs du traitement des petites contributions mises en recouvrement sont relativement élevés compte tenu de la valeur des contributions mises en recouvrement. Un certain nombre de Parties ont également noté qu'il était difficile de procéder aux paiements lorsque leur valeur est relativement faible.
25. Avec l'introduction d'une contribution minimale de 1 000 euros par an, le niveau des contributions de 59 Parties sera révisé ce qui entraînera des recettes supplémentaires pour le Fonds par rapport au budget total à partager entre les Parties. Le niveau des contributions des autres Parties fixées à plus de 1 000 euros par an selon le barème actuel des quotes-parts des Nations Unies reste inchangé.
26. Dans le scénario 1, l'application de 1 000 € par an porte le montant total des cotisations à 8 274 859 € ce qui donne un revenu supplémentaire de 118 657 €. Dans le scénario 2, 1 000 euros par an portent le montant total des cotisations à 8 635 366 euros, soit un revenu supplémentaire de 116 063 euros. Dans les scénarios 3 et 4, 108 466 euros et 106 765 euros respectivement seront générés en tant que recettes supplémentaires pour le Fonds d'affectation spéciale.
27. Avec l'introduction d'une contribution minimale de 2 000 euros par an, le niveau des contributions de 68 Parties sera révisé ce qui entraînera des recettes supplémentaires pour le Fonds d'affectation spéciale par rapport au budget total à partager par les Parties. Le niveau des contributions des autres Parties fixées à plus de 2 000 euros par an sur la base du barème actuel des quotes-parts des Nations Unies reste inchangé.

28. Dans le scénario 1, l'application d'un montant de 2 000 euros par an porte le total des cotisations à 8 470 519 euros soit une cotisation supplémentaire de 314 317 euros. Dans le scénario 2, 2 000 euros par an portent le montant total des contributions à 8 829 484 euros soit une contribution supplémentaire de 310 180 euros. Dans les scénarios 3 et 4 suivants, 298 127 euros et 295 276 euros seront générés en tant que contributions supplémentaires au Fonds d'affectation spéciale.
29. Outre les trois propositions ci-dessus, d'autres options concernant le barème des contributions pourraient être envisagées qui ont été examinées avec le Sous-Comité des finances et du budget. Il s'agit notamment de :
- a) le barème des contributions pour la prochaine période triennale peut être basé sur les Parties existantes de la période budgétaire en cours, ce qui signifie que leurs contributions ne seront pas réduites si de nouvelles Parties ont adhéré à la Convention depuis que le budget actuel a été adopté. Les contributions des nouvelles Parties seront calculées séparément en tant que contributions supplémentaires au Fonds d'affectation spéciale ;
 - b) aucun changement dans le barème des contributions pour la période triennale suivante pour les Parties pour lesquelles le niveau proposé est inférieur au barème actuel des contributions ;
 - c) un barème de quotes-parts volontaires pour les Parties pourrait être établi afin de compenser les arriérés actuels.

Actions recommandées

30. Il est recommandé à la Conférence des Parties:
- a) d'adopter le projet de Résolution figurant à l'Annexe 5 du présent document.

Annexes

- Coût salarial standard – Annexe 1
- Informations supplémentaires sur les changements d'effectifs proposés dans le scénario 3 - Annexe 2
- Budget proposé pour la période triennale 2021-2023 - Scénario 1 – Croissance nominale zéro Annexe 3 (A)
- Budget proposé pour la période triennale 2021-2023 - Scénario 2 – Croissance réelle zéro Annexe 3 (B)
- Budget proposé pour la période triennale 2021-2023 - Scénario 3 Annexe 3 (C)
- Budget proposé pour la période triennale 2021-2023 - Scénario 4 Annexe 3 (D)
- Barème des contributions pour la période triennale 2021-2023 Budget basé sur le barème des quotes-parts de l'ONU Annexe 4 (A)
- Barème des contributions pour la période triennale 2021-2023 Budget avec une contribution minimale de 1 000 Euros par an Annexe 4 (B)
- Barème des contributions pour la période triennale 2021-2023 Budget avec une contribution minimale de 2 000 Euros par an Annexe 4 (C)
- Projet de Résolution: Questions financières et administratives Annexe 5
- Programme de travail proposé pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 Annexe 6

COÛT SALARIAL STANDARD

La COP12 a adopté le budget pour la période triennale 2018-2020 qui était basé sur le coût salarial standard applicable au lieu d'affectation de Bonn. Ces coûts salariaux standards ont été révisés sur la base d'une échelle salariale unifiée pour 2019 pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Chaque catégorie de personnel inclut toutes les dépenses de personnel statutaires telles que les indemnités de poste et autres prestations ainsi que les augmentations et révisions normales d'échelon à l'intérieur d'une classe. Les chiffres utilisés pour le calcul des frais de personnel sont indiqués dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1
Coûts standard de personnel (en Euros)

<i>Échelon</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
D-1	215 864	220 182	224 585
P-5	186 656	190 389	194 197
P-4	159 451	162 640	165 893
P-3	133 206	135 870	138 587
P-2	103 362	105 429	107 538
G-7	90 604	92 416	94 265
G-6	80 276	81 882	83 520
G-5	71 068	72 489	73 939
G-4	62 835	64 092	65 374

ANNEXE 2

**INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX CHANGEMENTS PROPOSÉS EN
MATIÈRE DE PERSONNEL PRÉSENTÉS DANS LE SCÉNARIO 3. BUDGET PROPOSÉ POUR
LA PÉRIODE TRIENNALE 2021-2023**

Comme déjà souligné le personnel du Secrétariat de la CMS est extrêmement sollicité avec un déséquilibre important entre les activités prévues conformément aux Résolutions et Décisions de la COP et les ressources humaines existantes. Pour renforcer ses capacités le Secrétariat propose donc une augmentation modeste et rentable du financement pour renforcer ses effectifs actuels le montant total demandé étant indiqué pour l'ensemble de la période triennale hors dépenses d'appui au programme. La base de l'augmentation est la suivante :

1. Un poste à plein temps d'administrateur de programme associé au sein de l'équipe chargée des espèces aviaires (P2) : 316 329 euros.

En tant que membre de l'équipe d'appui à la mise en œuvre l'équipe chargée des espèces aviaires au bureau de Bonn est régulièrement composée du chef d'unité (P4 vacant) et d'un fonctionnaire d'appui général à temps partiel (G4 ; sous la supervision générale de l'équipe des services de conférence). Depuis le départ à la retraite de l'ancien chef d'unité en octobre 2018 un administrateur auxiliaire (JPO) financé par l'Allemagne soutient l'unité et dirige les questions aviaires. L'accord JPO prendra fin en octobre 2020. Le besoin urgent de personnel supplémentaire a déjà été souligné lors de la demande d'appui par l'intermédiaire d'un administrateur auxiliaire en 2015 étant donné que les services de secrétariat pour le grand nombre d'initiatives aviaires et de mémorandums d'accord dépassaient déjà à l'époque la capacité d'un seul administrateur de programme.

L'équipe soutient actuellement trois groupes de travail aviaires sous le mandat du Conseil scientifique trois groupes de travail intergouvernementaux et multipartites et la mise en œuvre de sept Mémorandum d'accord (MdE). Avec le développement du Programme de travail aviaire de la CMS et la mise en place de nouvelles initiatives demandées par la COP11 et la COP12 telles que le Groupe spécial de la CMS sur l'énergie et le Groupe spécial sur les voies de migration dans les Amériques le soutien suffisant aux Parties dans l'application des dispositions relatives aux oiseaux dans la Convention et les initiatives et accords connexes ne peut plus être assuré par le système du personnel qui prévoit seulement un administrateur de programme régulier.

Actuellement la coordination de l'Équipe spéciale intergouvernementale sur l'abattage le prélèvement et le commerce illicites d'oiseaux migrateurs (MIKT) et de l'Équipe spéciale de l'énergie s'appuie sur des arrangements contractuels grâce à des contributions volontaires. Toutefois la continuité de leur coordination est incertaine au-delà de 2020 car aucun financement supplémentaire n'est confirmé.

Considérant que les oiseaux représentent le plus grand groupe d'espèces inscrites sous la CMS ainsi que l'orientation géographique et thématique étendue des instruments aviaires dans le cadre du Programme de travail mondial de la CMS sur les itinéraires aériens les responsabilités de la coordination stratégique et des services de secrétariat concernant les questions aviaires nécessitent au moins un poste supplémentaire régulier au niveau P-2

2. Un poste à temps partiel d'administrateur de programme adjoint (50 %) au sein de l'équipe chargée des espèces aquatiques (P2) : 158 165 euros.

Bien que l'équipe sur les espèces aquatiques compte quatre professionnels trois d'entre eux travaillent entièrement ou en grande partie pour des instruments apparentés de la CMS tels que le MdE de l'IOSEA le MdE sur les requins et ASCOBANS. Cela signifie que le chef de l'équipe sur les espèces aquatiques ne dispose que de 0 45 équivalent temps plein de personnel professionnel disponible pour soutenir la mise en œuvre des nombreuses Résolutions et Décisions dirigées par l'unité qui outre les questions purement aquatiques comprend plusieurs sujets transversaux ainsi que les travaux connexes du Conseil scientifique et de ses groupes de travail.

Par conséquent le Secrétariat propose un supplément de 50 % d'un P2. Cela augmenterait le temps alloué à la CMS à presque l'équivalent temps plein et renforcerait la capacité de l'équipe à soutenir les nombreuses activités de la CMS et à fournir un meilleur service aux Parties et au Conseil scientifique.

3. Un poste de rédacteur en chef à plein temps (GS5) au sein de des services de conférence : 217 496 euros.

La préparation des documents est une fonction clé du Secrétariat de la CMS. Le Secrétariat produit un volume considérable de documents pour les nombreuses réunions officielles de la CMS ses nombreux instruments distincts ainsi que les rapports de ces réunions et d'autres réunions techniques. Un poste d'éditeur à plein temps (GS5) est nécessaire pour veiller à ce que les documents préparés par le Secrétariat répondent aux normes rédactionnelles requises. Il s'agirait d'un poste d'assistant de base au sein du Groupe des services de conférence qui aiderait le Secrétariat à rédiger des rapports et à répondre à d'autres besoins d'édition en langue anglaise.

4. Surclassement du poste de coordonnateur de l'IMCA de P2 à P3 : 61 320 euros

Le Coordinateur de l'IMCA gère l'Unité conjointe de gestion de l'information et de communication de la CMS et de l'AEWA. Les responsabilités du poste dépassent largement celles habituellement confiées à un agent de P2. La mise à niveau a également été recommandée dans « l'Examen indépendant de la classification des emplois de la CMS » entrepris en octobre 2016 et a également été incluse dans les propositions budgétaires du Secrétariat lors des COP11 et COP12 de la CMS. Les postes ayant des tâches similaires dans d'autres AME (comme la CITES la CDB et la CNULLD) sont classés et pourvus au niveau P4 et même P5. Les organes directeurs de l'AEWA se sont également mis d'accord sur un reclassement de ce poste à condition qu'il soit budgétairement neutre.

5. Un assistant d'information à temps partiel au GS5 au sein de l'Unité conjointe d'information de gestion et de communication (partagé à pour cent avec le Secrétariat de l'AEWA) : €108 748

Le poste GS5 d'assistant chargé de l'information n'est actuellement qu'un poste à temps partiel à 50 pour cent de l'AEWA au sein de l'Unité conjointe de communication. La proposition est d'en faire une position de 100 pour cent où la CMS couvrirait l'augmentation de 50 pour cent. Il s'agit d'un poste clé au sein de l'Unité conjointe qui gère l'ensemble du travail de conception interne des deux secrétariats et s'acquitte d'un large éventail d'autres tâches notamment la maintenance du site Web et la gestion des médias sociaux dont s'occupe l'Unité.

6. **Un poste de GS4 dans l'unité des services de conférence (de 50 pour cent à 100 pour cent) : 96 150 euros.**

Avec le déploiement de l'UMOJA en 2015 et la séparation des tâches les agents des services généraux de l'unité des services de conférence ont dû assumer des fonctions administratives supplémentaires liées aux voyages et aux ressources humaines. En conséquence le personnel des Services généraux dispose de peu de temps pour soutenir les activités des équipes chargées des espèces. Par conséquent l'augmentation du taux d'occupation des postes de 50 pour cent à 100 pour cent permettra d'apporter l'appui nécessaire aux équipes chargées des espèces afin de mettre pleinement en œuvre le programme de travail adopté par la COP.

ANNEXE 3 (A)

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023
SCÉNARIO 1 - CROISSANCE NOMINALE ZÉRO**

(tous les chiffres sont en euros)

Objet de dépense	2021	2022	2023	Total
Coûts de personnel				
Personnel professionnel	1 454 022	1 483 102	1 512 764	4 449 889
Personnel des services généraux	497 405	507 353	517 500	1 522 259
Sous-total	1 951 427	1 990 456	2 030 265	5 972 148
Services contractuels				
Services contractuels (traductions et rédaction des rapports)	90 168	91 971	93 811	275 950
Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.)	0	0	104 967	104 967
Matériel d'information et production de documents	12 750	13 005	13 265	39 020
Sous-total	102 918	104 976	212 043	419 937
Coûts de fonctionnement				
Outils TIC développement et maintenance du site Web	6 630	6 763	6 898	20 290
Évolution du personnel (formation retraite etc.)	10 200	10 404	10 612	31 216
Services de technologie de l'information (y compris UNV)	71 400	72 828	74 285	218 513
Services de bureautique (location d'imprimantes hébergements etc.)	10 200	10 404	10 612	31 216
Service de communication et courrier	17 850	18 207	18 571	54 628
Divers	3 813	3 889	3 967	11 669
Sous-total	120 093	122 495	124 945	367 532
Fournitures				
Fournitures de bureau	5 916	6 034	6 155	18 105
Sous-total	5 916	6 034	6 155	18 105
Équipement				
Équipement non durable	10 710	10 924	11 143	32 777
Sous-total	10 710	10 924	11 143	32 777
Voyages				
Déplacements du personnel	64 974	66 273	67 599	198 846
Déplacements du personnel - COP14	0	0	56 245	56 245
Réunions du Comité permanent	22 965	23 425	0	46 390
Réunions du Conseil scientifique	52 424	53 473	0	105 897
Sous-total	140 364	143 171	123 844	407 378
Total	2 331 428	2 378 056	2 508 394	7 217 878
Dépenses d'appui au programme (13%)	303 086	309 147	326 091	938 324
Grand total	2 634 513	2 687 203	2 834 485	8 156 202

ANNEXE 3 (B)

BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023
SCÉNARIO 2 - CROISSANCE RÉELLE ZÉRO

(tous les chiffres sont en euros)

Objet de dépense	2021	2022	2023	Total
Coûts de personnel				
Personnel professionnel	1 454 022	1 483 102	1 512 764	4 449 889
Personnel des services généraux	497 405	507 353	517 500	1 522 259
Sous-total	1 951 427	1 990 456	2 030 265	5 972 148
Services contractuels				
Services contractuels (traductions et rédaction des rapports)	95 687	97 601	99 553	292 841
Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.)	0	0	325 868	325 868
Matériel d'information et production de documents	13 530	13 801	14 077	41 408
Sous-total	109 217	111 402	439 498	660 117
Coûts de fonctionnement				
Outils TIC développement et maintenance du site Web	7 036	7 177	7 320	21 532
Évolution du personnel (formation retraite etc.)	20 824	21 241	21 666	63 731
Services de technologie de l'information (y compris UNV)	75 770	77 286	78 831	231 887
Services de bureautique (location d'imprimantes hébergements etc.)	10 824	11 041	11 262	33 127
Service de communication et courrier	18 943	19 321	19 708	57 972
Divers	4 046	4 127	4 210	12 383
Sous-total	137 443	140 192	142 996	420 632
Fournitures				
Fournitures de bureau	6 278	6 404	6 532	19 214
Sous-total	6 278	6 404	6 532	19 214
Équipement				
Équipement non durable	11 366	11 593	11 825	34 783
Sous-total	11 366	11 593	11 825	34 783
Voyages				
Déplacements du personnel	68 951	70 330	71 737	211 017
Déplacements du personnel - COP14	0	0	59 688	59 688
Réunions du Comité permanent	24 371	24 858	0	49 229
Réunions du Conseil scientifique	55 633	56 746	0	112 379
Sous-total	148 955	151 934	131 424	432 313
Total	2 364 687	2 411 980	2 762 540	7 539 207
Dépenses d'appui au programme (13%)	307 409	313 557	359 130	980 097
Grand total	2 672 096	2 725 538	3 121 670	8 519 304

ANNEXE 3 (C)

BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023 SCÉNARIO 3

(tous les chiffres sont en euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>Total</i>
Coûts de personnel				
Personnel professionnel	1 629 102	1 661 684	1 694 917	4 985 703
Personnel des services généraux	635 425	648 133	661 096	1 944 653
Sous-total	2 264 526	2 309 817	2 356 013	6 930 356
Contractual Services				
Services contractuels (traductions et rédaction des rapports)	95 687	97 601	99 553	292 841
Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.)	0	0	325 868	325 868
Matériel d'information et production de documents	13 530	13 801	14 077	41 408
Sous-total	109 217	111 402	439 498	660 117
Coûts de fonctionnement				
Outils TIC développement et maintenance du site Web	7 036	7 177	7 320	21 532
Évolution du personnel (formation retraite etc.)	20 824	21 241	21 666	63 731
Services de technologie de l'information (y compris UNV)	75 770	77 286	78 831	231 887
Services de bureautique(location d'imprimantes hébergements etc.)	10 824	11 041	11 262	33 127
Service de communication et courrier	18 943	19 321	19 708	57 972
Divers	4 046	4 127	4 210	12 383
Sous-total	137 443	140 192	142 996	420 632
Fournitures				
Fournitures de bureau	6 278	6 404	6 532	19 214
Sous-total	6 278	6 404	6 532	19 214
Équipement				
Équipement non durable	11 366	11 593	11 825	34 783
Sous-total	11 366	11 593	11 825	34 783
Voyages				
Déplacements du personnel	68 951	70 330	71 737	211 017
Déplacements du personnel - COP14	0	0	59 688	59 688
Réunions du Comité permanent	24 371	24 858	0	49 229
Réunions du Conseil scientifique	55 633	56 746	0	112 379
Sous-total	148 955	151 934	131 424	432 313
Total	2 677 786	2 731 341	3 088 288	8 497 415
Dépenses d'appui au programme (13%)	348 112	355 074	401 477	1 104 664
Grand total	3 025 898	3 086 416	3 489 765	9 602 079

ANNEX 3 (D)

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 - 2023:
SCÉNARIO 4**

(tous les chiffres sont en euros)

<i>Objet de dépense</i>	2021	2022	2023	Total
Coûts de personnel				
Personnel professionnel	1 629 102	1 661 684	1 694 917	4 985 703
Personnel des services généraux	635 425	648 133	661 096	1 944 653
Sous-total	2 264 526	2 309 817	2 356 013	6 930 356
Contractual Services				
Services contractuels (traductions et rédaction des rapports)	95 687	97 601	99 553	292 841
Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.)	0	0	325 868	325 868
Matériel d'information et production de documents	13 530	13 801	14 077	41 408
<i>PdT - Activités et événements de sensibilisation y compris la campagne de la Journée mondiale des oiseaux migrateur</i>	<i>20 000</i>	<i>20 000</i>	<i>20 000</i>	<i>60 000</i>
Sous-total	129 217	131 402	459 498	720 117
Coûts de fonctionnement				
Outils TIC développement et maintenance du site Web	7 036	7 177	7 320	21 532
Évolution du personnel (formation retraite etc.)	20 824	21 241	21 666	63 731
Services de technologie de l'information (y compris UNV)	75 770	77 286	78 831	231 887
Services de bureautique(location d'imprimantes hébergements etc.)	10 824	11 041	11 262	33 127
Service de communication et courrier	18 943	19 321	19 708	57 972
Divers	4 046	4 127	4 210	12 383
Sous-total	137 443	140 192	142 996	420 632
Fournitures				
Fournitures de bureau	6 278	6 404	6 532	19 214
Sous-total	6 278	6 404	6 532	19 214
Équipement				
Équipement non durable	11 366	11 593	11 825	34 783
Sous-total	11 366	11 593	11 825	34 783
Partenaires de mise en oeuvre				
<i>PdT – Analyse des rapports nationaux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>30 000</i>	<i>30 000</i>
<i>PdT- Développement du rapport de « l'état des espèces migratrices du monde »</i>	<i>50 000</i>	<i>50 000</i>	<i>50 000</i>	<i>150 000</i>
Sous-total	50 000	50 000	80 000	180 000
Voyages				
Déplacements du personnel	68 951	70 330	71 737	211 017
Déplacements du personnel - COP14	0	0	59 688	59 688
Réunions du Comité permanent	24 371	24 858	0	49 229
Réunions du Conseil scientifique	55 633	56 746	0	112 379
Sous-total	148 955	151 934	131 424	432 313
Total	2 747 786	2 801 341	3 188 288	8 737 415
Dépenses d'appui au programme (13%)	357 212	364 174	414 477	1 135 864
Grand total	3 104 998	3 165 516	3 602 765	9 873 279

BARÈME DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023
Sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU
(tous les chiffres sont en euros)

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
1	Afghanistan	0.007	0.0157	1 278	426	1 335	445	1 505	502	1 548	516	1 031
2	Albanie	0.008	0.0179	1 461	487	1 526	509	1 720	573	1 769	590	1 375
3	Algérie	0.138	0.3090	25 202	8 401	26 324	8 775	29 670	9 890	30 508	10 169	27 678
4	Angola	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 719
5	Antigua-et-Barbuda	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	344
6	Argentine	0.915	2.0488	167 103	55 701	174 543	58 181	196 726	65 575	202 283	67 428	153 349
7	Arménie	0.007	0.0157	1 278	426	1 335	445	1 505	502	1 548	516	1 031
8	Australie	2.210	4.9484	403 605	134 535	421 573	140 524	475 153	158 384	488 574	162 858	401 767
9	Autriche	0.677	1.5159	123 638	41 213	129 142	43 047	145 556	48 519	149 667	49 889	123 779
10	Bangladesh	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 719
11	Biélorussie	0.049	0.1097	8 949	2 983	9 347	3 116	10 535	3 512	10 833	3 611	9 627
12	Belgique	0.821	1.8383	149 937	49 979	156 611	52 204	176 516	58 839	181 502	60 501	152 145
13	Bénin	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	516
14	Bolivie (État plurinational de)	0.016	0.0358	2 922	974	3 052	1 017	3 440	1 147	3 537	1 179	2 063
15	Bosnie-Herzégovine	0.012	0.0269	2 192	731	2 289	763	2 580	860	2 653	884	2 235
16	Brésil	2.948	6.6009	538 384	179 461	562 352	187 451	633 825	211 275	651 726	217 242	657 233
17	Bulgarie	0.046	0.1030	8 401	2 800	8 775	2 925	9 890	3 297	10 169	3 390	7 736
18	Burkina Faso	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	688
19	Burundi	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
20	Cabo Verde	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
21	Cameroun	0.013	0.0291	2 374	791	2 480	827	2 795	932	2 874	958	1 719
22	Tchad	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	860
23	Chili	0.407	0.9113	74 329	24 776	77 638	25 879	87 506	29 169	89 977	29 992	68 594
24	Congo	0.006	0.0134	1 096	365	1 145	382	1 290	430	1 326	442	1 031
25	Îles Cook	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
26	Costa Rica	0.062	0.1388	11 323	3 774	11 827	3 942	13 330	4 443	13 707	4 569	8 080
27	Côte d'Ivoire	0.013	0.0291	2 374	791	2 480	827	2 795	932	2 874	958	1 547

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
28	Croatie	0.077	0.1724	14 062	4 687	14 688	4 896	16 555	5 518	17 023	5 674	17 020
29	Cuba	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 175
30	Chypre	0.036	0.0806	6 575	2 192	6 867	2 289	7 740	2 580	7 959	2 653	7 392
31	République tchèque	0.311	0.6964	56 797	18 932	59 325	19 775	66 865	22 288	68 754	22 918	59 139
32	République démocratique du Congo	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 375
33	Danemark	0.554	1.2405	101 175	33 725	105 679	35 226	119 111	39 704	122 475	40 825	100 399
34	Djibouti	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
35	République dominicaine	0.053	0.1187	9 679	3 226	10 110	3 370	11 395	3 798	11 717	3 906	7 908
36	Équateur	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 518
37	Égypte	0.186	0.4165	33 969	11 323	35 481	11 827	39 990	13 330	41 120	13 707	26 131
38	Guinée équatoriale	0.016	0.0358	2 922	974	3 052	1 017	3 440	1 147	3 537	1 179	1 719
39	Erythrée	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
40	Estonie	0.039	0.0873	7 122	2 374	7 440	2 480	8 385	2 795	8 622	2 874	6 533
41	Eswatini	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	344
42	Ethiopie	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 719
43	Union européenne		2.5000	203 905	67 968	212 983	70 994	240 052	80 017	246 832	82 277	203 905
44	Fiji	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	516
45	Finlande	0.421	0.9427	76 886	25 629	80 309	26 770	90 516	30 172	93 072	31 024	78 393
46	France	4.427	9.9126	808 488	269 496	844 481	281 494	951 812	317 271	978 695	326 232	835 338
47	Gabon	0.015	0.0336	2 739	913	2 861	954	3 225	1 075	3 316	1 105	2 923
48	Gambie	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
49	Georgie	0.008	0.0179	1 461	487	1 526	509	1 720	573	1 769	590	1 375
50	Allemagne	6.090	13.6362	1 112 197	370 732	1 161 710	387 237	1 309 359	436 453	1 346 341	448 780	1 098 368
51	Ghana	0.015	0.0336	2 739	913	2 861	954	3 225	1 075	3 316	1 105	2 751
52	Grèce	0.366	0.8195	66 841	22 280	69 817	23 272	78 691	26 230	80 913	26 971	80 972
53	Guinée	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	344
54	Guinée-Bissau	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
55	Honduras	0.009	0.0202	1 644	548	1 717	572	1 935	645	1 990	663	1 375
56	Hongrie	0.206	0.4613	37 621	12 540	39 296	13 099	44 290	14 763	45 541	15 180	27 678
57	Inde	0.834	1.8674	152 311	50 770	159 091	53 030	179 311	59 770	184 376	61 459	126 702

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
58	Iran (République islamique d')	0.398	0.8912	72 685	24 228	75 921	25 307	85 571	28 524	87 987	29 329	80 972
59	Iraq	0.129	0.2888	23 559	7 853	24 608	8 203	27 735	9 245	28 519	9 506	22 177
60	Irlande	0.371	0.8307	67 755	22 585	70 771	23 590	79 766	26 589	82 018	27 339	57 592
61	Israël	0.490	1.0972	89 487	29 829	93 471	31 157	105 351	35 117	108 326	36 109	73 924
62	Italie	3.307	7.4048	603 946	201 315	630 833	210 278	711 010	237 003	731 092	243 697	644 339
63	Jordanie	0.021	0.0470	3 835	1 278	4 006	1 335	4 515	1 505	4 643	1 548	3 438
64	Kazakhstan	0.178	0.3986	32 508	10 836	33 955	11 318	38 270	12 757	39 351	13 117	32 836
65	Kenya	0.024	0.0537	4 383	1 461	4 578	1 526	5 160	1 720	5 306	1 769	3 094
66	Kirghizistan	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	344
67	Lettonie	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	8 596
68	Liban*	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	Nouvelle Partie
69	Libéria	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
70	Libye	0.030	0.0672	5 479	1 826	5 723	1 908	6 450	2 150	6 632	2 211	21 489
71	Liechtenstein	0.009	0.0202	1 644	548	1 717	572	1 935	645	1 990	663	1 203
72	Lituanie	0.071	0.1590	12 966	4 322	13 544	4 515	15 265	5 088	15 696	5 232	12 378
73	Luxembourg	0.067	0.1500	12 236	4 079	12 781	4 260	14 405	4 802	14 812	4 937	11 003
74	Madagascar	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	516
75	Malawi*	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	Nouvelle Partie
76	Maldives*	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	Nouvelle Partie
77	Mali	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	516
78	Malte	0.017	0.0381	3 105	1 035	3 243	1 081	3 655	1 218	3 758	1 253	2 751
79	Mauritanie	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	344
80	Maurice	0.011	0.0246	2 009	670	2 098	699	2 365	788	2 432	811	2 063
81	Monaco	0.011	0.0246	2 009	670	2 098	699	2 365	788	2 432	811	1 719
82	Mongolie	0.005	0.0112	913	304	954	318	1 075	358	1 105	368	860
83	Montenegro	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	688
84	Maroc	0.055	0.1232	10 044	3 348	10 492	3 497	11 825	3 942	12 159	4 053	9 283
85	Mozambique	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	688
86	Pays bas	1.356	3.0362	247 642	82 547	258 666	86 222	291 542	97 181	299 776	99 925	254 779
87	Nouvelle Zélande	0.291	0.6516	53 144	17 715	55 510	18 503	62 565	20 855	64 333	21 444	46 073

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
88	Niger	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	344
89	Nigéria	0.250	0.5598	45 657	15 219	47 689	15 896	53 750	17 917	55 269	18 423	35 930
90	Macédoine du nord	0.007	0.0157	1 278	426	1 335	445	1 505	502	1 548	516	1 203
91	Norvège	0.754	1.6883	137 701	45 900	143 831	47 944	162 111	54 037	166 690	55 563	145 956
92	Pakistan	0.115	0.2575	21 002	7 001	21 937	7 312	24 725	8 242	25 424	8 475	15 988
93	Palaos	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
94	Panama	0.045	0.1008	8 218	2 739	8 584	2 861	9 675	3 225	9 948	3 316	5 845
95	Paraguay	0.016	0.0358	2 922	974	3 052	1 017	3 440	1 147	3 537	1 179	2 407
96	Pérou	0.152	0.3403	27 759	9 253	28 995	9 665	32 680	10 893	33 603	11 201	23 381
97	Philippines	0.205	0.4590	37 438	12 479	39 105	13 035	44 075	14 692	45 320	15 107	28 366
98	Pologne	0.802	1.7958	146 467	48 822	152 987	50 996	172 431	57 477	177 301	59 100	144 581
99	Portugal	0.350	0.7837	63 919	21 306	66 765	22 255	75 251	25 084	77 376	25 792	67 391
100	République de Moldova	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	688
101	Roumanie	0.198	0.4433	36 160	12 053	37 770	12 590	42 570	14 190	43 773	14 591	31 632
102	Rwanda	0.003	0.0067	548	183	572	191	645	215	663	221	344
103	Samoa	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
104	Sao Tome et Principe	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
105	Arabie saoudite	1.172	2.6242	214 038	71 346	223 567	74 522	251 982	83 994	259 099	86 366	197 015
106	Sénégal	0.007	0.0157	1 278	426	1 335	445	1 505	502	1 548	516	860
107	Serbie	0.028	0.0627	5 114	1 705	5 341	1 780	6 020	2 007	6 190	2 063	5 501
108	Seychelles	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	172
109	Slovaquie	0.153	0.3426	27 942	9 314	29 186	9 729	32 895	10 965	33 824	11 275	27 506
110	Slovénie	0.076	0.1702	13 880	4 627	14 498	4 833	16 340	5 447	16 802	5 601	14 441
111	Somalie	0.001	0.0022	183	61	191	64	215	72	221	74	172
112	Afrique du sud	0.272	0.6090	49 674	16 558	51 886	17 295	58 480	19 493	60 132	20 044	62 577
113	Espagne	2.146	4.8051	391 917	130 639	409 364	136 455	461 393	153 798	474 425	158 142	419 990
114	Sri Lanka	0.044	0.0985	8 036	2 679	8 393	2 798	9 460	3 153	9 727	3 242	5 329
115	Suède	0.906	2.0286	165 460	55 153	172 826	57 609	194 791	64 930	200 293	66 764	164 351
116	Suisse	1.151	2.5772	210 203	70 068	219 561	73 187	247 467	82 489	254 456	84 819	195 984
117	République arabe syrienne	0.011	0.0246	2 009	670	2 098	699	2 365	788	2 432	811	4 126
118	Tadjikistan	0.004	0.0090	731	244	763	254	860	287	884	295	688

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
119	Togo	0.002	0.0045	365	122	382	127	430	143	442	147	172
120	Trinité et Tobago*	0.040	0.0896	7 305	2 435	7 630	2 543	8 600	2 867	8 843	2 948	Nouvelle Partie
121	Tunisie	0.025	0.0560	4 566	1 522	4 769	1 590	5 375	1 792	5 527	1 842	4 814
122	Ouganda	0.008	0.0179	1 461	487	1 526	509	1 720	573	1 769	590	1 547
123	Ukraine	0.057	0.1276	10 410	3 470	10 873	3 624	12 255	4 085	12 601	4 200	17 707
124	Émirats arabes unis	0.616	1.3793	112 498	37 499	117 506	39 169	132 441	44 147	136 182	45 394	103 837
125	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	4.567	10.2260	834 056	278 019	871 187	290 396	981 912	327 304	1 009 645	336 548	767 259
126	République-Unie de Tanzanie	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 719
127	Uruguay	0.087	0.1948	15 889	5 296	16 596	5 532	18 705	6 235	19 233	6 411	13 581
128	Ouzbékistan	0.032	0.0717	5 844	1 948	6 104	2 035	6 880	2 293	7 074	2 358	3 954
129	Yémen	0.010	0.0224	1 826	609	1 908	636	2 150	717	2 211	737	1 719
130	Zimbabwe	0.005	0.0112	913	304	954	318	1 075	358	1 105	368	688
	Total	43.544	100	8 156 202	2 718 734	8 519 304	2 839 768	9 602 079	3 200 693	9 873 279	3 291 093	8 156 202

* Pays ayant adhéré à la Convention après le 1er janvier 2018

ANNEX 4 (B)

BARÈME DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023
Sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU avec une contribution minimale de 1 000 euros par an
 (tous les chiffres sont en euros)

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
1	Afghanistan	0.007	0.0157	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 031
2	Albanie	0.008	0.0179	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 375
3	Algérie	0.138	0.3090	25 202	8 401	26 324	8 775	29 670	9 890	30 508	10 169	27 678
4	Angola	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
5	Antigua-et-Barbuda	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
6	Argentine	0.915	2.0488	167 103	55 701	174 543	58 181	196 726	65 575	202 283	67 428	153 349
7	Arménie	0.007	0.0157	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 031
8	Australie	2.210	4.9484	403 605	134 535	421 573	140 524	475 153	158 384	488 574	162 858	401 767
9	Autriche	0.677	1.5159	123 638	41 213	129 142	43 047	145 556	48 519	149 667	49 889	123 779
10	Bangladesh	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
11	Biélorussie	0.049	0.1097	8 949	2 983	9 347	3 116	10 535	3 512	10 833	3 611	9 627
12	Belgique	0.821	1.8383	149 937	49 979	156 611	52 204	176 516	58 839	181 502	60 501	152 145
13	Bénin	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	516
14	Bolivie (État plurinational de)	0.016	0.0358	3 015	1 005	3 118	1 039	3 440	1 147	3 537	1 179	2 063
15	Bosnie-Herzégovine	0.012	0.0269	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	2 235
16	Brésil	2.948	6.6009	538 384	179 461	562 352	187 451	633 825	211 275	651 726	217 242	657 233
17	Bulgarie	0.046	0.1030	8 401	2 800	8 775	2 925	9 890	3 297	10 169	3 390	7 736
18	Burkina Faso	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688
19	Burundi	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
20	Cabo Verde	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
21	Cameroun	0.013	0.0291	3 000	1 000	3 000	1 000	3 016	1 005	3 049	1 016	1 719
22	Tchad	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	860
23	Chili	0.407	0.9113	74 329	24 776	77 638	25 879	87 506	29 169	89 977	29 992	68 594
24	Congo	0.006	0.0134	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 031
25	Îles Cook	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
26	Costa Rica	0.062	0.1388	11 323	3 774	11 827	3 942	13 330	4 443	13 707	4 569	8 080
27	Côte d'Ivoire	0.013	0.0291	3 000	1 000	3 000	1 000	3 016	1 005	3 049	1 016	1 547

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
28	Croatie	0.077	0.1724	14 062	4 687	14 688	4 896	16 555	5 518	17 023	5 674	17 020
29	Cuba	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 175
30	Chypre	0.036	0.0806	6 575	2 192	6 867	2 289	7 740	2 580	7 959	2 653	7 392
31	République tchèque	0.311	0.6964	56 797	18 932	59 325	19 775	66 865	22 288	68 754	22 918	59 139
32	République démocratique du Congo	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 375
33	Danemark	0.554	1.2405	101 175	33 725	105 679	35 226	119 111	39 704	122 475	40 825	100 399
34	Djibouti	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
35	République dominicaine	0.053	0.1187	9 679	3 226	10 110	3 370	11 395	3 798	11 717	3 906	7 908
36	Équateur	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 518
37	Égypte	0.186	0.4165	33 969	11 323	35 481	11 827	39 990	13 330	41 120	13 707	26 131
38	Guinée équatoriale	0.016	0.0358	3 015	1 005	3 118	1 039	3 440	1 147	3 537	1 179	1 719
39	Erythrée	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
40	Estonie	0.039	0.0873	7 122	2 374	7 440	2 480	8 385	2 795	8 622	2 874	6 533
41	Eswatini	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
42	Ethiopie	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
43	Union européenne		2.5000	203 905	67 968	212 983	70 994	240 052	80 017	246 832	82 277	203 905
44	Fiji	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	516
45	Finlande	0.421	0.9427	76 886	25 629	80 309	26 770	90 516	30 172	93 072	31 024	78 393
46	France	4.427	9.9126	808 488	269 496	844 481	281 494	951 812	317 271	978 695	326 232	835 338
47	Gabon	0.015	0.0336	3 000	1 000	3 048	1 016	3 225	1 075	3 316	1 105	2 923
48	Gambie	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
49	Georgie	0.008	0.0179	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 375
50	Allemagne	6.090	13.6362	1 112 197	370 732	1 161 710	387 237	1 309 359	436 453	1 346 341	448 780	1 098 368
51	Ghana	0.015	0.0336	3 000	1 000	3 048	1 016	3 225	1 075	3 316	1 105	2 751
52	Grèce	0.366	0.8195	66 841	22 280	69 817	23 272	78 691	26 230	80 913	26 971	80 972
53	Guinée	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
54	Guinée-Bissau	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
55	Honduras	0.009	0.0202	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 375
56	Hongrie	0.206	0.4613	37 621	12 540	39 296	13 099	44 290	14 763	45 541	15 180	27 678
57	Inde	0.834	1.8674	152 311	50 770	159 091	53 030	179 311	59 770	184 376	61 459	126 702

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
58	Iran (République islamique d')	0.398	0.8912	72 685	24 228	75 921	25 307	85 571	28 524	87 987	29 329	80 972
59	Iraq	0.129	0.2888	23 559	7 853	24 608	8 203	27 735	9 245	28 519	9 506	22 177
60	Irlande	0.371	0.8307	67 755	22 585	70 771	23 590	79 766	26 589	82 018	27 339	57 592
61	Israël	0.490	1.0972	89 487	29 829	93 471	31 157	105 351	35 117	108 326	36 109	73 924
62	Italie	3.307	7.4048	603 946	201 315	630 833	210 278	711 010	237 003	731 092	243 697	644 339
63	Jordanie	0.021	0.0470	3 835	1 278	4 006	1 335	4 515	1 505	4 643	1 548	3 438
64	Kazakhstan	0.178	0.3986	32 508	10 836	33 955	11 318	38 270	12 757	39 351	13 117	32 836
65	Kenya	0.024	0.0537	4 383	1 461	4 578	1 526	5 160	1 720	5 306	1 769	3 094
66	Kirghizistan	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
67	Lettonie	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	8 596
68	Liban*	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	Nouvelle Partie
69	Libéria	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
70	Libye	0.030	0.0672	5 479	1 826	5 723	1 908	6 450	2 150	6 632	2 211	21 489
71	Liechtenstein	0.009	0.0202	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 203
72	Lituanie	0.071	0.1590	12 966	4 322	13 544	4 515	15 265	5 088	15 696	5 232	12 378
73	Luxembourg	0.067	0.1500	12 236	4 079	12 781	4 260	14 405	4 802	14 812	4 937	11 003
74	Madagascar	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	516
75	Malawi*	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	Nouvelle Partie
76	Maldives*	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	Nouvelle Partie
77	Mali	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	516
78	Malte	0.017	0.0381	3 105	1 035	3 243	1 081	3 655	1 218	3 758	1 253	2 751
79	Mauritanie	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
80	Maurice	0.011	0.0246	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	2 063
81	Monaco	0.011	0.0246	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
82	Mongolie	0.005	0.0112	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	860
83	Montenegro	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688
84	Maroc	0.055	0.1232	10 044	3 348	10 492	3 497	11 825	3 942	12 159	4 053	9 283
85	Mozambique	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688
86	Pays bas	1.356	3.0362	247 642	82 547	258 666	86 222	291 542	97 181	299 776	99 925	254 779
87	Nouvelle Zélande	0.291	0.6516	53 144	17 715	55 510	18 503	62 565	20 855	64 333	21 444	46 073

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
88	Niger	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
89	Nigéria	0.250	0.5598	45 657	15 219	47 689	15 896	53 750	17 917	55 269	18 423	35 930
90	Macédoine du nord	0.007	0.0157	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 203
91	Norvège	0.754	1.6883	137 701	45 900	143 831	47 944	162 111	54 037	166 690	55 563	145 956
92	Pakistan	0.115	0.2575	21 002	7 001	21 937	7 312	24 725	8 242	25 424	8 475	15 988
93	Palaos	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
94	Panama	0.045	0.1008	8 218	2 739	8 584	2 861	9 675	3 225	9 948	3 316	5 845
95	Paraguay	0.016	0.0358	3 015	1 005	3 118	1 039	3 440	1 147	3 537	1 179	2 407
96	Pérou	0.152	0.3403	27 759	9 253	28 995	9 665	32 680	10 893	33 603	11 201	23 381
97	Philippines	0.205	0.4590	37 438	12 479	39 105	13 035	44 075	14 692	45 320	15 107	28 366
98	Pologne	0.802	1.7958	146 467	48 822	152 987	50 996	172 431	57 477	177 301	59 100	144 581
99	Portugal	0.350	0.7837	63 919	21 306	66 765	22 255	75 251	25 084	77 376	25 792	67 391
100	République de Moldova	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688
101	Roumanie	0.198	0.4433	36 160	12 053	37 770	12 590	42 570	14 190	43 773	14 591	31 632
102	Rwanda	0.003	0.0067	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	344
103	Samoa	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
104	Sao Tome et Principe	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
105	Arabie saoudite	1.172	2.6242	214 038	71 346	223 567	74 522	251 982	83 994	259 099	86 366	197 015
106	Sénégal	0.007	0.0157	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	860
107	Serbie	0.028	0.0627	5 114	1 705	5 341	1 780	6 020	2 007	6 190	2 063	5 501
108	Seychelles	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
109	Slovaquie	0.153	0.3426	27 942	9 314	29 186	9 729	32 895	10 965	33 824	11 275	27 506
110	Slovénie	0.076	0.1702	13 880	4 627	14 498	4 833	16 340	5 447	16 802	5 601	14 441
111	Somalie	0.001	0.0022	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
112	Afrique du sud	0.272	0.6090	49 674	16 558	51 886	17 295	58 480	19 493	60 132	20 044	62 577
113	Espagne	2.146	4.8051	391 917	130 639	409 364	136 455	461 393	153 798	474 425	158 142	419 990
114	Sri Lanka	0.044	0.0985	8 036	2 679	8 393	2 798	9 460	3 153	9 727	3 242	5 329
115	Suède	0.906	2.0286	165 460	55 153	172 826	57 609	194 791	64 930	200 293	66 764	164 351
116	Suisse	1.151	2.5772	210 203	70 068	219 561	73 187	247 467	82 489	254 456	84 819	195 984
117	République arabe syrienne	0.011	0.0246	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	4 126
118	Tadjikistan	0.004	0.0090	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
119	Togo	0.002	0.0045	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	172
120	Trinité et Tobago*	0.040	0.0896	7 305	2 435	7 630	2 543	8 600	2 867	8 843	2 948	Nouvelle Partie
121	Tunisie	0.025	0.0560	4 566	1 522	4 769	1 590	5 375	1 792	5 527	1 842	4 814
122	Ouganda	0.008	0.0179	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 547
123	Ukraine	0.057	0.1276	10 410	3 470	10 873	3 624	12 255	4 085	12 601	4 200	17 707
124	Émirats arabes unis	0.616	1.3793	112 498	37 499	117 506	39 169	132 441	44 147	136 182	45 394	103 837
125	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	4.567	10.2260	834 056	278 019	871 187	290 396	981 912	327 304	1 009 645	336 548	767 259
126	République-Unie de Tanzanie	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
127	Uruguay	0.087	0.1948	15 889	5 296	16 596	5 532	18 705	6 235	19 233	6 411	13 581
128	Ouzbékistan	0.032	0.0717	5 844	1 948	6 104	2 035	6 880	2 293	7 074	2 358	3 954
129	Yémen	0.010	0.0224	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	1 719
130	Zimbabwe	0.005	0.0112	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	3 000	1 000	688
	Total	43.544	100	8 274 859	2 758 286	8 635 366	2 878 455	9 710 545	3 236 848	9 980 044	3 326 681	8 156 202

* Pays ayant adhéré à la Convention après le 1er janvier 2018

BARÈME DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021 – 2023
Sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU avec une contribution minimale de 2 000 euros par an
(tous les chiffres sont en euros)

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
1	Afghanistan	0.007	0.0157	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 031
2	Albanie	0.008	0.0179	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 375
3	Algérie	0.138	0.3090	25 202	8 401	26 324	8 775	29 670	9 890	30 508	10 169	27 678
4	Angola	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
5	Antigua-et-Barbuda	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
6	Argentine	0.915	2.0488	167 103	55 701	174 543	58 181	196 726	65 575	202 283	67 428	153 349
7	Arménie	0.007	0.0157	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 031
8	Australie	2.210	4.9484	403 605	134 535	421 573	140 524	475 153	158 384	488 574	162 858	401 767
9	Autriche	0.677	1.5159	123 638	41 213	129 142	43 047	145 556	48 519	149 667	49 889	123 779
10	Bangladesh	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
11	Biélorussie	0.049	0.1097	8 949	2 983	9 347	3 116	10 535	3 512	10 833	3 611	9 627
12	Belgique	0.821	1.8383	149 937	49 979	156 611	52 204	176 516	58 839	181 502	60 501	152 145
13	Bénin	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	516
14	Bolivie (État plurinational de)	0.016	0.0358	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 063
15	Bosnie-Herzégovine	0.012	0.0269	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 235
16	Brésil	2.948	6.6009	538 384	179 461	562 352	187 451	633 825	211 275	651 726	217 242	657 233
17	Bulgarie	0.046	0.1030	8 401	2 800	8 775	2 925	9 890	3 297	10 169	3 390	7 736
18	Burkina Faso	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688
19	Burundi	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
20	Cabo Verde	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
21	Cameroun	0.013	0.0291	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
22	Tchad	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	860
23	Chili	0.407	0.9113	74 329	24 776	77 638	25 879	87 506	29 169	89 977	29 992	68 594
24	Congo	0.006	0.0134	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 031
25	Îles Cook	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
26	Costa Rica	0.062	0.1388	11 323	3 774	11 827	3 942	13 330	4 443	13 707	4 569	8 080
27	Côte d'Ivoire	0.013	0.0291	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 547

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
28	Croatie	0.077	0.1724	14 062	4 687	14 688	4 896	16 555	5 518	17 023	5 674	17 020
29	Cuba	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 175
30	Chypre	0.036	0.0806	6 575	2 192	6 867	2 289	7 740	2 580	7 959	2 653	7 392
31	République tchèque	0.311	0.6964	56 797	18 932	59 325	19 775	66 865	22 288	68 754	22 918	59 139
32	République démocratique du Congo	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 375
33	Danemark	0.554	1.2405	101 175	33 725	105 679	35 226	119 111	39 704	122 475	40 825	100 399
34	Djibouti	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
35	République dominicaine	0.053	0.1187	9 679	3 226	10 110	3 370	11 395	3 798	11 717	3 906	7 908
36	Équateur	0.080	0.1791	14 610	4 870	15 261	5 087	17 200	5 733	17 686	5 895	11 518
37	Égypte	0.186	0.4165	33 969	11 323	35 481	11 827	39 990	13 330	41 120	13 707	26 131
38	Guinée équatoriale	0.016	0.0358	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
39	Erythrée	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
40	Estonie	0.039	0.0873	7 122	2 374	7 440	2 480	8 385	2 795	8 622	2 874	6 533
41	Eswatini	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
42	Ethiopie	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
43	Union européenne		2.5000	203 905	67 968	212 983	70 994	240 052	80 017	246 832	82 277	203 905
44	Fiji	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	516
45	Finlande	0.421	0.9427	76 886	25 629	80 309	26 770	90 516	30 172	93 072	31 024	78 393
46	France	4.427	9.9126	808 488	269 496	844 481	281 494	951 812	317 271	978 695	326 232	835 338
47	Gabon	0.015	0.0336	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 923
48	Gambie	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
49	Georgie	0.008	0.0179	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 375
50	Allemagne	6.090	13.6362	1 112 197	370 732	1 161 710	387 237	1 309 359	436 453	1 346 341	448 780	1 098 368
51	Ghana	0.015	0.0336	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 751
52	Grèce	0.366	0.8195	66 841	22 280	69 817	23 272	78 691	26 230	80 913	26 971	80 972
53	Guinée	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
54	Guinée-Bissau	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
55	Honduras	0.009	0.0202	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 375
56	Hongrie	0.206	0.4613	37 621	12 540	39 296	13 099	44 290	14 763	45 541	15 180	27 678
57	Inde	0.834	1.8674	152 311	50 770	159 091	53 030	179 311	59 770	184 376	61 459	126 702

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
58	Iran (République islamique d')	0.398	0.8912	72 685	24 228	75 921	25 307	85 571	28 524	87 987	29 329	80 972
59	Iraq	0.129	0.2888	23 559	7 853	24 608	8 203	27 735	9 245	28 519	9 506	22 177
60	Irlande	0.371	0.8307	67 755	22 585	70 771	23 590	79 766	26 589	82 018	27 339	57 592
61	Israël	0.490	1.0972	89 487	29 829	93 471	31 157	105 351	35 117	108 326	36 109	73 924
62	Italie	3.307	7.4048	603 946	201 315	630 833	210 278	711 010	237 003	731 092	243 697	644 339
63	Jordanie	0.021	0.0470	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	3 438
64	Kazakhstan	0.178	0.3986	32 508	10 836	33 955	11 318	38 270	12 757	39 351	13 117	32 836
65	Kenya	0.024	0.0537	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	3 094
66	Kirghizistan	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
67	Lettonie	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	8 596
68	Liban*	0.047	0.1052	8 583	2 861	8 966	2 989	10 105	3 368	10 390	3 463	Nouvelle Partie
69	Libéria	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
70	Libye	0.030	0.0672	6 000	2 000	6 097	2 032	6 450	2 150	6 632	2 211	21 489
71	Liechtenstein	0.009	0.0202	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 203
72	Lituanie	0.071	0.1590	12 966	4 322	13 544	4 515	15 265	5 088	15 696	5 232	12 378
73	Luxembourg	0.067	0.1500	12 236	4 079	12 781	4 260	14 405	4 802	14 812	4 937	11 003
74	Madagascar	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	516
75	Malawi*	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	Nouvelle Partie
76	Maldives*	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	Nouvelle Partie
77	Mali	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	516
78	Malte	0.017	0.0381	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 751
79	Mauritanie	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
80	Maurice	0.011	0.0246	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 063
81	Monaco	0.011	0.0246	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
82	Mongolie	0.005	0.0112	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	860
83	Montenegro	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688
84	Maroc	0.055	0.1232	10 044	3 348	10 492	3 497	11 825	3 942	12 159	4 053	9 283
85	Mozambique	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688
86	Pays bas	1.356	3.0362	247 642	82 547	258 666	86 222	291 542	97 181	299 776	99 925	254 779
87	Nouvelle Zélande	0.291	0.6516	53 144	17 715	55 510	18 503	62 565	20 855	64 333	21 444	46 073

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
88	Niger	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
89	Nigéria	0.250	0.5598	45 657	15 219	47 689	15 896	53 750	17 917	55 269	18 423	35 930
90	Macédoine du nord	0.007	0.0157	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 203
91	Norvège	0.754	1.6883	137 701	45 900	143 831	47 944	162 111	54 037	166 690	55 563	145 956
92	Pakistan	0.115	0.2575	21 002	7 001	21 937	7 312	24 725	8 242	25 424	8 475	15 988
93	Palaos	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
94	Panama	0.045	0.1008	8 218	2 739	8 584	2 861	9 675	3 225	9 948	3 316	5 845
95	Paraguay	0.016	0.0358	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	2 407
96	Pérou	0.152	0.3403	27 759	9 253	28 995	9 665	32 680	10 893	33 603	11 201	23 381
97	Philippines	0.205	0.4590	37 438	12 479	39 105	13 035	44 075	14 692	45 320	15 107	28 366
98	Pologne	0.802	1.7958	146 467	48 822	152 987	50 996	172 431	57 477	177 301	59 100	144 581
99	Portugal	0.350	0.7837	63 919	21 306	66 765	22 255	75 251	25 084	77 376	25 792	67 391
100	République de Moldova	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688
101	Roumanie	0.198	0.4433	36 160	12 053	37 770	12 590	42 570	14 190	43 773	14 591	31 632
102	Rwanda	0.003	0.0067	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	344
103	Samoa	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
104	Sao Tome et Principe	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
105	Arabie saoudite	1.172	2.6242	214 038	71 346	223 567	74 522	251 982	83 994	259 099	86 366	197 015
106	Sénégal	0.007	0.0157	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	860
107	Serbie	0.028	0.0627	6 000	2 000	6 000	2 000	6 188	2 063	6 259	2 086	5 501
108	Seychelles	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
109	Slovaquie	0.153	0.3426	27 942	9 314	29 186	9 729	32 895	10 965	33 824	11 275	27 506
110	Slovénie	0.076	0.1702	13 880	4 627	14 498	4 833	16 340	5 447	16 802	5 601	14 441
111	Somalie	0.001	0.0022	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
112	Afrique du sud	0.272	0.6090	49 674	16 558	51 886	17 295	58 480	19 493	60 132	20 044	62 577
113	Espagne	2.146	4.8051	391 917	130 639	409 364	136 455	461 393	153 798	474 425	158 142	419 990
114	Sri Lanka	0.044	0.0985	8 036	2 679	8 393	2 798	9 460	3 153	9 727	3 242	5 329
115	Suède	0.906	2.0286	165 460	55 153	172 826	57 609	194 791	64 930	200 293	66 764	164 351
116	Suisse	1.151	2.5772	210 203	70 068	219 561	73 187	247 467	82 489	254 456	84 819	195 984
117	République arabe syrienne	0.011	0.0246	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	4 126
118	Tadjikistan	0.004	0.0090	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688

N°	Partie	Barème de l'ONU 2019-21	Barème ajusté %	Scénario 1 Zéro-nominal		Scénario 2 Zéro-réel		Scénario 3 Personnel		Scénario 4 PdT		Contributions ordinaires 2018-2020
				Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	Total 2021-2023	Moyenne annuelle	
119	Togo	0.002	0.0045	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	172
120	Trinité et Tobago*	0.040	0.0896	7 305	2 435	7 630	2 543	8 600	2 867	8 843	2 948	Nouvelle Partie
121	Tunisie	0.025	0.0560	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 017	2 006	4 814
122	Ouganda	0.008	0.0179	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 547
123	Ukraine	0.057	0.1276	10 410	3 470	10 873	3 624	12 255	4 085	12 601	4 200	17 707
124	Émirats arabes unis	0.616	1.3793	112 498	37 499	117 506	39 169	132 441	44 147	136 182	45 394	103 837
125	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	4.567	10.2260	834 056	278 019	871 187	290 396	981 912	327 304	1 009 645	336 548	767 259
126	République-Unie de Tanzanie	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
127	Uruguay	0.087	0.1948	15 889	5 296	16 596	5 532	18 705	6 235	19 233	6 411	13 581
128	Ouzbékistan	0.032	0.0717	6 031	2 010	6 237	2 079	6 880	2 293	7 074	2 358	3 954
129	Yémen	0.010	0.0224	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	1 719
130	Zimbabwe	0.005	0.0112	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	6 000	2 000	688
	Total	43.544	100	8 470 519	2 823 506	8 829 484	2 943 161	9 900 206	3 300 069	10 168 554	3 389 518	8 156 202

* Pays ayant adhéré à la Convention après le 1er janvier 2018

ANNEXE 5

PROJET DE RÉSOLUTION
QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

Rappelant le paragraphe 4 de l'Article VII de la Convention qui dispose que:

« La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties à chacune de ses sessions ordinaires adopte le budget pour l'exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence »;

Sachant qu'il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes;

Prenant note du nombre croissant de Parties d'autres pays ainsi que d'organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties;

Notant que le niveau actuel du solde du Fonds d'affectation spéciale et la tendance haussière des soldes en fin d'exercice des arriérés des Parties ne permettent pas de prélever sur le solde du Fonds d'affectation spéciale pour contribuer au financement du budget actuel car cela pourrait avoir une influence défavorable sur les liquidités du Fonds;

Ayant examiné le Programme de travail proposé pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 soumis par le Secrétariat;

*La Conférence des Parties à la
 Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l'échelle convenue par la Conférence des Parties conformément au paragraphe 4 de l'article VII de la Convention ;
2. *Adopte* le budget pour la période 2021 -2023 figurant à l'Annexe [] de la présente Résolution;
3. *Adopte* l'échelle des contributions des Parties à la Convention dans l'Annexe [] à la présente Résolution et *décide* d'appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Approuve* que l'échelle des contributions comme figurant à l'Annexe [...] ne sera pas ajustée à la baisse si de nouvelles Parties adhèrent à la Convention après l'adoption de la présente Résolution ;
5. *Approuve* que la contribution minimale ne soit pas inférieure à [1 000][2 000] euros par an ;
6. *Prie* les Parties tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions d'envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;
7. *Prie instamment* toutes les Parties de s'acquitter de leurs contributions dès que possible de préférence avant la fin du mois de mars de l'année à laquelle elles se rapportent et si les Parties le souhaitent d'informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;

8. *Constate* avec préoccupation qu'un certain nombre de Parties n'ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l'année 2019 et les précédentes années dues le 1^{er} janvier de chaque année ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;
9. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;
10. *Décide* d'établir le seuil d'éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0.200 pour cent sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et en règle générale également d'exclure d'une telle éligibilité les pays de l'Union Européenne les pays européens qui ont une forte économie et/ou les pays qui ont des retards de paiement depuis plus trois ans;
11. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote et le droit de soumettre tout document de réunion y compris des propositions d'inscription; et *prie* le Secrétaire exécutif d'étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles afin de régler leurs arriérés avant la prochaine réunion;
12. *Décide* que les Résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place entre autres des organes des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l'Annexe [] sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;
13. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant toute la période triennale;
14. *Invite* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour financer le budget de base du Secrétariat ;
15. *Approuve* le Programme de travail pour la période intersession entre la COP13 et la COP14 pour aider les Parties à identifier les activités et projets clés en cours qui ne sont pas couverts par le budget de base qu'elles entendent financer;
16. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention ainsi que les organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales et d'autres entités à envisager de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale ou pour des activités spécifiques;
17. *Décide* que le Secrétaire exécutif, sous réserve de l'approbation du Comité permanent et dans les cas urgents avec l'approbation du Président du Comité permanent uniquement, est habilité à dépenser ou à utiliser des fonds économisés sur l'exécution du budget de base et des fonds provenant de nouvelles Parties à la Convention pour des activités figurant dans le programme de travail chiffré approuvé non couvertes par le budget de base;
18. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre les décisions relatives à la dotation en personnel nécessaires pour mettre en œuvre les priorités des Parties conformément au programme de travail, à condition que les incidences de ces décisions puissent être couvertes par le budget existant ;
19. *Encourage* le Secrétaire exécutif conformément aux règles des Nations Unies à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat dans les limites du budget assigné y compris en effectuant des changements structurels;

20. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés (JEA) et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat afin d'accroître ses capacités techniques;
21. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent:
 - i) de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d'autres moyens;
 - ii) de travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l'examen du Comité permanent ; et
 - iii) de fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l'Annexe [] à la présente Résolution;
22. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l'ASCOBANS, au MdE IOSEA, au MdE Requins et à l'Accord sur les gorilles pendant le prochain exercice triennal
23. *Demande* au Directeur exécutif de l'ONU Environnement de continuer à intégrer différents aspects du programme de travail de la Convention dans le Programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'envisager selon qu'il convient de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte
24. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prolonger la durée du Fonds d'affectation spéciale de la Convention jusqu'au 31 décembre 2023;
25. *Approuve* le mandat pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale tel qu'énoncé à l'Annexe [] de la présente Résolution pour la période allant de 2021 à 2023;
26. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d'affectation spéciale seront réglées en euros;
27. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d'au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD le plus élevé de ces deux montants étant retenu;
28. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d'ajuster le niveau des dépenses selon que de besoin; et décide que le Secrétariat en dernier ressort peut demander au Comité permanent d'effectuer un prélèvement sur le Fonds d'affectation spéciale à titre exceptionnel; et
29. *Abroge* la Résolution 12.2 mais les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2018-2020 telles qu'établies à l'Annexe 2 de la Résolution sont conservées.

ANNEX 5 (A)

BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2021-2023

[À remplir après l'adoption du budget]

ANNEX 5 (B)

**CONTRIBUTIONS ORDINAIRES POUR LA CONVENTION DURANT LA PÉRIODE TRIENNALE
2021-2023**

[À remplir après l'adoption du budget]

MANDAT DU SOUS-COMITÉ DES FINANCES ET DU BUDGET

1. *Composition du Sous-Comité:*

- a) Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS nommé par la région; et
- b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

- a) Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et
- b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d'échanger des documents qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsabilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution Conf. 13. le Sous-Comité devra :

- a) De manière générale considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l'adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s'attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d'appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
- b) Évaluer le programme de travail du Secrétariat et d'autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
 1. Aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
 2. À l'assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
- c) Considérer les procédures administratives et d'autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d'efficacité;

- d) Utiliser l'information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):
- i) préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l'examen du Comité Permanent;
 - ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d'assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents et qu'ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;
 - iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et
 - iv) par ailleurs aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;
- e) Tous les six mois le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20 pour cent pour la totalité des coûts de personnel ou s'il s'agit de coûts hors personnel pour chaque activité avec l'approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

ANNEXE 5 (D)

**PROJET DE MANDAT POUR L'ADMINISTRATION DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE
POUR LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MIGRATRICES
APPARTENANT À LA FAUNE SAUVAGE**

1. Le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d'affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.
2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2021 se terminera le 31 décembre 2023 et sera sujette à l'approbation de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.
3. Le fonds d'affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement.
4. L'administration du fonds d'affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies à la réglementation du personnel des Nations Unies ainsi qu'à d'autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.
5. Conformément aux règles des Nations Unies, le Programme des Nations unies pour l'environnement déduira des dépenses du Fonds d'affectation spéciale les frais administratifs s'élevant à 13 pour cent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.
6. Les ressources financières du fonds d'affectation spéciale pour 2021-2023 proviendront:
 - (a) des contributions faites par les Parties en référence à l'Annexe [] y compris les contributions des nouvelles Parties; et
 - (b) d'autres contributions des Parties ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention de même qu'en provenance d'autres organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.
7. Toutes les contributions au fonds d'affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l'instrument de ratification son acceptation ou acquisition jusqu'à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l'échelle d'évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant si la contribution d'une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l'année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L'échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l'année suivante. Les contributions devront faire l'objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2021 2022 et 2023.
8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le Programme des Nations unies pour l'environnement.

9. Dans l'intérêt des Parties pour chacune des années de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement doit dès que possible notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.
10. Les contributions reçues dans le fonds d'affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies et tout revenu doit être crédité au fonds d'affectation spéciale.
11. Le fonds d'affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.
12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière préparés en euros devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.
13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom ainsi que d'autres informations que le Directeur exécutif de l'ONU Environnement aura estimées utiles et recommandables. En particulier les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu'elles correspondent aux sections objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.
14. Le budget proposé avec toutes les informations nécessaires sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.
15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.
16. Dans l'éventualité où le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.
17. On ne peut engager les ressources du fonds d'affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.
18. À la demande du Secrétariat de la Convention après conseil du Comité permanent le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement doit de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies faire les transferts nécessaires d'une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire à condition que l'ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire¹ le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement devra soumettre aux Parties par le biais du Secrétariat de la CMS les comptes de fin d'année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre dès que possible les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d'origine pour chaque ligne de budget.
20. Ces rapports financiers qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.
21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir simultanément à ou dès que possible après la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.
22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.

¹ L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l'année de l'exercice comptable et financier mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi le 31 mars les comptes de l'exercice précédent doivent être clos et ce n'est qu'alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l'année civile précédente..

ANNEX 5 (E)

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSION
ENTRE LA COP13 ET LA COP14**

[À remplir après l'adoption du budget]

**PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE INTERSESSION
ENTRE LA COP13 ET LA COP14**

[Téléchargé séparément]